

1957] (p. 1301 et 1302); — d'une proposition de loi tendant à interdire le cumul des exploitations agricoles, Article unique : *Son amendement tendant à donner un pouvoir effectif à la commission départementale de l'exploitation familiale agricole pour statuer sur la superficie maximum au-dessus de laquelle sont réglementés les cumuls* [5 décembre 1957] (p. 5169). = S'excuse de son absence [21 mars 1956] (p. 1105), [27 juin 1956] (p. 3100). = Obtient des congés [21 mars 1956] (p. 1105), [27 juin 1956] (p. 3100).

GRAPPE (Mme Elise), Député de l'Isère (C).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommée : membre de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre suppléant de la Commission chargée de la surveillance et du contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [20 février 1958] (p. 930).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut des surveillants d'externat et maîtres d'internat des centres d'apprentissage, **n° 908**. — Le 20 mai 1958, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 3723) de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder d'urgence à l'agrandissement des bâtiments du lycée de Perpignan afin de permettre une rentrée scolaire convenable en octobre 1957, **n° 7176**. — Le 2 juin 1958, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4924) de M. Cagne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de la création à Lyon d'une cité universitaire, **n° 7240**.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les opérations électorales du département de Seine-

et-Oise (2^e circonscription) [19 janvier 1956] (p. 38). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956; EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 31-31 : *Son amendement indicatif (création d'une école normale par département)*; *son amendement indicatif relatif à l'indice des traitements des élèves-maîtres de 4^e année*; *son amendement indicatif (insuffisance des postes de professeurs d'école normale)* [14 juin 1956] (p. 2634); Chap. 31-32 : *Son amendement indicatif (revendication des professeurs chargés de l'enseignement agricole aux élèves-maîtres)* (p. 2634); Chap. 36-21 : *Son amendement indicatif (équipement des lycées)* [15 juin 1956] (p. 2663); Chap. 46-12 : *Son amendement indicatif (augmentation de la subvention de la cité universitaire de Paris)* (p. 2669); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS, Titres III et IV : *Bourses, nombre, montant; diminution de la proportion des boursiers; réduction automatique des bourses effectuée dans certaines académies; recrutement des professeurs agrégés et certifiés; sort réservé aux titulaires du C.A.P.E.S.; « externement » des admissibles à la partie théorique du même certificat; « reconversion » des licenciés littéraires; situation des maîtres d'internat et d'externat* [27 novembre 1956] (p. 5161 à 5163); — des propositions de la Conférence des Présidents : *Saisie des hebdomadaires « France Nouvelle », « France-Observateur », « L'Express »; discussion du budget des anciens combattants avant la mise en vacances du Parlement; majoration de 20 0/0 des allocations familiales* [7 mars 1958] (p. 1318).

GRAVOILLE (M. Gilles), Député de la Loire-Atlantique (C).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

Dépôts :

Le 12 juillet 1956, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des

pêches sur le rapport fait au cours de la deuxième législature, repris le 12 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Cermolacce et plusieurs de ses collègues tendant à faire entrer en compte, pour l'établissement du temps ouvrant droit à pension sur la caisse de retraites des marins, les périodes passées au service de navires ou engins antérieurement possesseurs ou ayant fait l'objet d'une délivrance obligatoire du rôle d'équipage, n° 2543. — Le 25 janvier 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir une attribution de carburant aux pêcheurs plaisanciers, n° 3891. — Le 25 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de venir en aide aux agriculteurs et maraîchers du département de Maine-et-Loire, victimes de récentes calamités, n° 5231.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de LOI DE FINANCES pour 1957 ; Art. 15, État D, MARINE MARCHANDE : *Aide à la construction navale : réévaluation des crédits ; garantie de prix ; contrôle de la répartition des crédits ; augmentation des bénéfices des chantiers navals ; stagnation des salaires des ouvriers ; construction du paquebot de l'Atlantique-Nord : accumulation des retards ; pressions exercées tendant à remplacer la construction de ce paquebot par la construction de pétroliers ; approvisionnement en tôle des chantiers* [4 décembre 1956] (p. 5497) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, CRÉDITS D'INVESTISSEMENTS : *Situation de la construction navale en France ; prochain retrait de l'Île-de-France ; mise en service du paquebot France ; licenciements au chantier du Vigeon à Nantes ; échec de l'opération 20 0/0 en ce qui concerne la construction navale ; modernisation des chantiers ; importations de tôles*. [10 mars 1958] (p. 1473, 1474).

GRÉNIER (M. Fernand), Député de la Seine (6^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [27 janvier 1956] (p. 116). = Est nommé membre de la Commission de la presse [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre] 1957 (p. 4503).

Dépôts :

Le 23 juillet 1956, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions de l'article 76 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, modifié par la loi n° 48-1306 du 23 août 1948, afin d'ouvrir droit à pension de réversion au conjoint survivant d'un assuré social décédé avant d'avoir atteint l'âge de 60 ans, n° 2590. — Le 26 octobre 1956, une proposition de loi tendant à supprimer la censure cinématographique, n° 3065. — Le 28 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin d'assurer en priorité l'approvisionnement normal en charbon des foyers des travailleurs et des économiquement faibles, n° 3356. — Le 19 février 1957, une proposition de loi tendant à favoriser la diffusion du film français doublé en allemand dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 4180. — Le 6 décembre 1957, une proposition de loi portant création d'une masse de 100 millions de francs au sein du fonds de développement de l'industrie cinématographique devant servir de caution à des emprunts contractés par les petits exploitants de salles cinématographiques, n° 6099. — Le 7 février 1958, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de loi (n° 4180) de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à favoriser la diffusion du film français doublé en allemand dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, n° 6534. — Le 13 mai 1958, une proposition de loi tendant à reconduire pour trois années la loi n° 53-684 du 6 août 1953 portant création d'un fonds de développement de l'industrie cinématographique, n° 7150.

Interventions :

Prend part à la discussion : des conclusions du 4^e rapport supplémentaire sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime (6^e siège) [10 février 1956] (p. 238) ; *Incident provoqué par 4 députés communistes en janvier 1940 ; rappel de leur activité dans la Résistance* (p. 241) ; — du rapport supplémentaire du 4^e bureau sur les opérations électorales du département d'Indre-et-Loire : *Motion préjudicielle de M. Le Pen tendant à surseoir au débat de validation pour le département d'Indre-et-Loire tant que les députés d'Algérie n*